

La grève s'enracine à la SNCF, malgré le retrait de l'Unsa

- Le deuxième syndicat de l'entreprise a suspendu son préavis, la CGT et SUD ont reconduit le leur.
- Ils réclament la réouverture de la négociation sur la convention collective du secteur.

TRANSPORT

Lionel Steinmann
@LionelSteinmann

La grève à la SNCF se poursuit, malgré la sortie du mouvement de l'Unsa, l'un des trois syndicats jusqu'ici dans l'action avec la CGT et SUD.

Jeudi, la proportion de cheminots grévistes était, selon la direction, en léger recul, à 15,2 % contre 17 % mercredi. Le niveau de trafic annoncé était en revanche identique à la veille, avec 6 TGV sur 10 maintenus en moyenne, 4 Transiliens sur 10, un Intercités sur 3 et 1 TER sur 2.

Tous les trains annoncés n'ont toutefois pas pu circuler. Gare de Lyon, à Paris, des grévistes ont envahi un peu avant midi un poste d'aiguillage, empêchant tout départ ou arrivée pendant près d'une heure. Et les conditions climatiques n'arrangent rien, notamment à Paris où la crue de la Seine a poussé l'entreprise publique à fermer, dès jeudi après-midi, une bonne partie des voies du RER C intra-muros. De quoi provoquer une belle pagaille dans les grandes gares à l'heure de pointe du soir (lire également page 6).

Faute de pouvoir agir sur la météo, le gouvernement s'active sur le front social. Depuis plusieurs jours, sa priorité était d'amener l'Unsa, la deuxième force syndicale du groupe, de culture réformiste et qui n'est pas dans le combat contre le projet de loi travail, à lever son préavis.

Après les concessions obtenues sur la future organisation du travail, qui avaient convaincu la CFDT, le syndicat avait demandé mercredi au gouvernement des engagements sur la trajectoire financière de l'entreprise (évoquant, entre autres, la possibilité d'une reprise d'une partie de la dette du système ferroviaire par l'Etat), ainsi que sur les budgets affectés à la rénovation du réseau.

Le secrétaire d'Etat aux Transports, Alain Vidalies, a répondu par courrier dans la journée. Il a assuré que l'exécutif remettrait en août un rapport sur l'évolution de la dette et sur les « solutions envisageables » pour la traiter. Alain Vidalies a promis, par ailleurs, un « accroissement de l'effort actuel de régénération des

infrastructures », le budget actuel étant de 2,5 milliards d'euros par an.

Fort de cette « décision ministérielle », l'Unsa a suspendu jeudi son préavis. Mais il « ne s'interdit rien dans les jours à venir... », précise son tract. Le syndicat sera vite fixé : à sa demande, l'ultime séance de négociation avec la direction a été avancée à ce vendredi alors qu'elle était initialement programmée lundi matin.

Les revendications changent de cible

Mais les revendications des grévistes sont en train de se déplacer vers une autre cible. Puisqu'il n'y a plus rien, ou presque, à obtenir sur l'accord d'entreprise, la CGT-Cheminots concentre ses demandes sur la réouverture immédiate des discussions sur la convention collective du ferroviaire, afin d'aligner les conditions du travail de tout le secteur sur celles de la SNCF, et d'éviter ainsi tout « dumping social ».

Mais pour les concurrents privés de la SNCF, il est hors de question de toucher au texte, déjà proposé à la signature. Dans un communiqué, leur association, l'Afra, a mis en garde le gouvernement « contre toute tentation d'extension [...] des mesures qu'il impose à la SNCF, faute de quoi il entraînerait inéluctablement le secteur tout entier dans une spirale du déclin ».

La raffinerie de Donges a voté la reprise du travail. Dans l'ouest, 125.000 sites ont été privés d'électricité.

Véronique Le Billon
@VLeBillon

Est-ce le début de la fin ? En fin de journée, jeudi, Total a indiqué que les salariés de la raffinerie de Donges (Loire-Atlantique) avaient voté la reprise du travail. « Le résultat est sans ambiguïté puisque 94 % des votants souhaitent reprendre l'activité à la raffinerie de Donges », a indiqué à l'AFP la direction au sujet de la consultation qu'elle avait organisée mercredi et jeudi sur le site. « L'étape d'après, c'est de se remobiliser avec le personnel du site pour redémarrer sans délai la raffinerie »,



Entre les grèves et les inondations, les gares parisiennes ont été fortement perturbées ce jeudi.
Photo Markus Schreiber/AP/SIPA

Situation contrastée sur le front de l'énergie

a-t-elle ajouté. Donges a été la première des raffineries à annoncer son entrée dans le mouvement – 6 sont encore à l'arrêt ou en production réduite, y compris Donges.

« Voyous irresponsables »

Les coupures de courant, en revanche, ont électrisé le Medef. A 10 h 48, jeudi matin, l'intervention de grévistes dans un poste source du gestionnaire de transport de l'électricité RTE a entraîné une coupure de courant de près de deux heures pour 125.000 sites autour de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). De quoi provoquer l'exaspération du Medef, qui a pointé dans un communiqué « une étape supplémentaire dans l'irresponsabilité de la CGT et de ses affidés ». Le président de l'organisation patronale, Pierre

Gattaz, a appelé l'Etat et RTE à faire preuve « d'une sévérité exemplaire vis-à-vis de ces voyous irresponsables ». Si RTE assure qu'une plainte

Les coupures de courant ont électrisé le Medef, qui pointe « une étape supplémentaire dans l'irresponsabilité de la CGT et de ses affidés ».

a été déposée, les abonnés pourront difficilement réclamer réparation. « Quand le mot d'ordre de grève n'est pas du ressort de l'entreprise, il n'y a pas de possibilité de recours », indique-t-on dans la filière : la cession

partielle de RTE serait recevable par les assurances, mais pas la contestation de la loi El Khomri... Quant aux malades « à haut risque vital » soignés à domicile, ils bénéficient d'une information en cas de délestage maîtrisé, mais pas en cas d'action « coup-de-poing », note un acteur du secteur.

Alors que la CFE-CGC-Energies et l'Unsa Energies se sont joints à la mobilisation jeudi, la CGT a listé une multitude d'actions en France, allant du piquet de grève à la baisse de production dans les centrales nucléaires au passage au tarif « heures creuses » de 1,2 million d'abonnés en région parisienne. Un chiffre qu'EDF n'a pas voulu confirmer. A 11,9 % ce jeudi, le taux de grévistes d'EDF SA était en baisse par rapport à celui du 26 mai (14,7 %). ■